

Retard dans le calendrier du plan gazier

- Aucune convention sur l'approvisionnement n'est signée
- Le plan nécessitera un financement de 4,6 milliards de dollars

"VENDRE" le plan gazier prendra du temps. Le calendrier annoncé l'année dernière par Abdelkader Amara, ministre de l'Energie, de l'Eau et de l'Environnement n'est pas respecté. Le planning initial prévoyait de sécuriser l'approvisionnement en gaz via des accords de fourniture de 3 à 5 milliards de mètres cubes durant les quatre premiers mois de l'année 2015. A date d'aujourd'hui, aucune convention n'a été signée.

Des consultations et des négociations sont menées avec plusieurs pays dont la Russie. En avril dernier déjà, le ministre de l'Energie avait effectué une visite de travail à Moscou pour présenter les opportunités d'investissement qu'offre le Royaume à travers son projet de gaz naturel liquéfié. Retour de "courtoisie", cette fois, c'est une

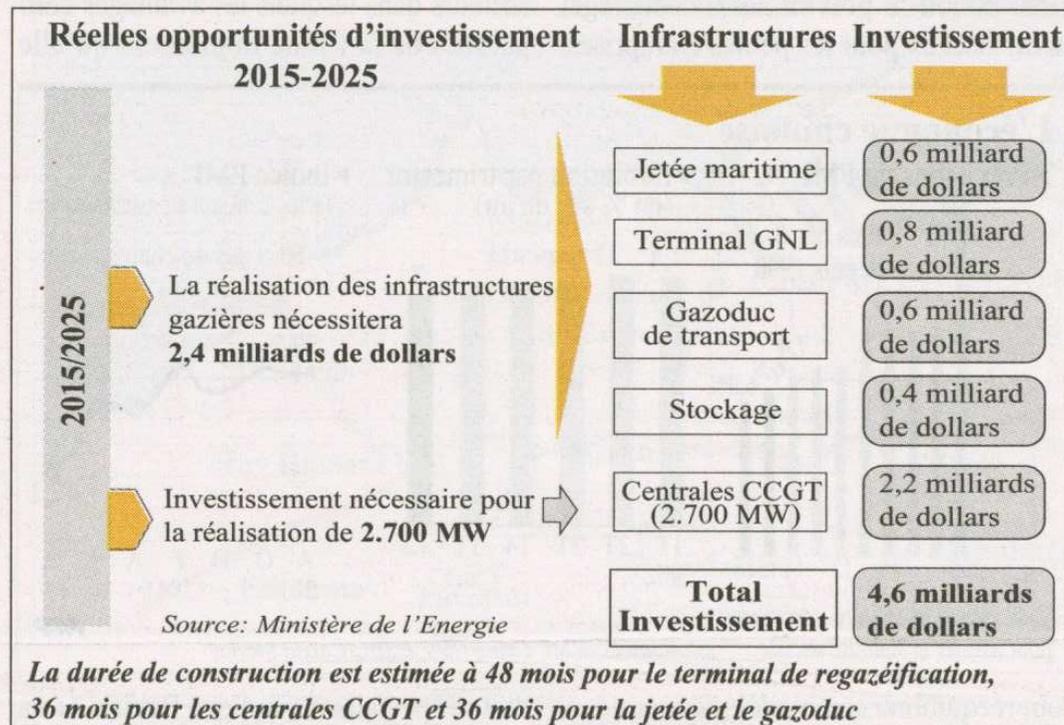
importante délégation russe conduite par Yury Senturine, vice-ministre russe de l'Energie, qui a fait le déplacement.

cadre législatif ainsi que les opportunités d'investissement dans le secteur seront présentés. La composante gazière sera abordée

déploiement du plan gazier, le département de l'Energie cherche d'abord à sécuriser l'approvisionnement. Une fois ce volet bouclé, il compte démarrer le déploiement du plan qui nécessitera un investissement de près de 4,6 milliards de dollars.

A elle seule, la composante infrastructure mobilisera 2,4 milliards. Le terminal gazier qui sera hébergé à Jorf Lasfar nécessitera 800 millions de dollars, la jetée maritime 600 millions et le stockage 400 millions de dollars. Un montant de 600 millions de dollars sera consacré à la réalisation du gazoduc. D'une longueur de 400 kilomètres, il passera par Mohammedia et Kénitra et des bretelles le relieront aux centrales électriques. Car, dans un premier temps, le gouvernement a opté pour l'utilisation du gaz pour la production de l'électricité (gaz to power géré par l'ONEE) pour renforcer l'offre d'électricité. Surtout que la demande est sur des taux de croissance de plus de 6%. □

K. M.



Composée de hauts responsables et d'hommes d'affaires opérant dans le secteur énergétique, cette délégation est en visite du mardi 8 au jeudi 11 septembre. Les priorités de la stratégie énergétique nationale, le

puisque les entreprises russes comptent présenter "leur expertise et savoir-faire dans le développement des infrastructures gazières". Avant de lancer l'appel à manifestation d'intérêt pour le choix des partenaires pour le

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com